Jean-Pierre Le Goff : « Les syndicats ne maîtrisent plus grand-chose »

ENTRETIEN. Pour le philosophe, les organisations syndicales sont débordées par une radicalité née sur les réseaux sociaux et prospérant grâce à la démagogie politique.

Publié le 22/12/2022 à 17h00 - Modifié le 23/12/2022 à 08h58

Après le[parti politique « gazeux »](https://www.lepoint.fr/politique/un-monde-sans-macron-ni-melenchon-15-09-2022-2490063_20.php), l'heure serait-elle au syndicalisme furtif ? [Le mouvement de grève qui frappe la SNCF](https://www.lepoint.fr/societe/greve-des-controleurs-sncf-deux-tgv-sur-cinq-annules-samedi-et-dimanche-21-12-2022-2502515_23.php) n'est pas le résultat d'un appel à la grève des grandes centrales syndicales classiques – qui savent ce qu'elles ont à perdre dans une période comme celle-ci –, mais d'un collectif baptisé ASCT (Agents du service commercial train). Cette structure rassemble plus de 3 500 contrôleurs de toute la [France](https://www.lepoint.fr/tags/france) via un simple groupe [Facebook](https://www.lepoint.fr/tags/facebook).

Si ASCT ne se présente pas comme un concurrent direct des organisations syndicales classiques, c'est parce qu'il en a besoin pour porter ses revendications auprès de la direction de la [SNCF](https://www.lepoint.fr/tags/sncf). Certains parlent de « giletjaunisation » du syndicalisme. Le sociologue et philosophe Jean-Pierre Le Goff\* évoque, lui, une désinstitutionnalisation des rapports sociaux et syndicaux. Pour cet observateur affûté des évolutions de la société, cette grève, dont personne n'avait anticipé l'ampleur, s'inscrit dans un mouvement beaucoup plus vaste de fragilisation des structures de la démocratie représentative.

**Le Point : L'ampleur du mouvement de grève des trains surprend jusqu'à la direction de la SNCF et les syndicats semblent débordés par des groupes informels comme il en existe déjà chez les policiers, les enseignants ou les soignants. Est-ce la fin d'un système syndicaliste classique ?**

**Jean-Pierre Le Goff :** Je ne crois pas. En revanche, cela dénote une véritable érosion des formes d'engagement syndicales traditionnelles. La situation n'est pas si nouvelle… Les coordinations, les comités de grève et autres collectifs plus ou moins formalisés existent depuis longtemps. Dans les années 1970, il y avait déjà des mouvements de ce type dans le secteur de la santé, notamment. On parlait déjà d'un « nouveau mouvement social » pour désigner ces fonctionnements à l'horizontale, et définir cette démocratie directe à rebours du compromis social prôné par les syndicats.

Le syndicat SUD s'est toujours montré attentif à ces mouvements, mais, aujourd'hui, même la CGT est obligée de tenir compte de ces formes d'action. Rendez-vous compte du renversement ! La CGT – qui entretenait un lien organique avec un [Parti communiste](https://www.lepoint.fr/tags/pc) très vertical – se réfère désormais constamment à la base et au vote des piquets de grève… On l'a vu lors des pénuries d'essence : ils ne maîtrisent plus grand-chose… Car demander sans arrêt son avis à la base, c'est le meilleur moyen de ne pas prendre de décisions et de laisser prospérer la radicalité.

**On a le sentiment que cette radicalité n'est pas guidée par un idéal politique, que c'est une radicalité presque nihiliste…**

C'est vrai qu'à l'inverse des radicalités politiques cette radicalité d'action ne s'inscrit dans aucun imaginaire connu et ne dessine aucun avenir discernable. Cela n'a rien à voir avec le communisme, le socialisme ou même le syndicalisme anarchiste, qui ont tous véhiculé un imaginaire dans lequel s'ancraient les luttes revendicatives. Jusqu'ici, la défense des intérêts catégoriels s'inscrivait dans un mouvement censé profiter à l'ensemble de la société. La croissance aidant, les intérêts catégoriels ne paraissaient pas remettre en cause l'intérêt général, car l'idée d'un développement économique allait de pair avec l'idée d'un partage, d'un progrès social. Dans cette configuration-là, le rôle de médiation des syndicats était admis et on pouvait consentir à des compromis…

**Mais l'absence de prospérité, d'horizon enviable, instaure-t-elle un renversement ?**

Oui. Les revendications catégorielles du moment ne s'inscrivent plus dans une vision d'un grand progrès économique et social. L'avenir semble flou et l'absence de perspective résonne comme la promesse de sacrifices à n'en plus finir… Dans cette situation, on essaie d'arracher ce qu'on peut, on tente de ralentir le déclin, de se lancer dans un sauve-qui-peut généralisé qui ne peut conduire qu'à l'érosion du lien civique. Cela m'amène à un second point fondamental : la désinstitutionnalisation des rapports sociaux, c'est-à-dire la méfiance généralisée vis-à-vis de tout ce qui renvoie à l'institution et à sa verticalité. Les réseaux sociaux jouent un rôle fondamental dans cette mécanique qui ne peut conduire qu'au contournement des organisations syndicales. Les Gilets jaunes se sont constitués de cette manière. Tout a commencé imperceptiblement sur la Toile et, tout d'un coup, on l'a vu surgir dans la société.

**Ce que vous décrivez, c'est la mort du système de médiation à la base de la démocratie représentative. Ce dysfonctionnement ne fragilise-t-il pas les bases mêmes de notre démocratie ? Dit autrement, la démocratie est-elle condamnée à se radicaliser contre elle-même ?**

L'individualisme démocratique se radicalise et pose un défi considérable à l'État de droit et aux institutions. Les radicalités catégorielles érodent l'État de droit. On assiste à un repli sur des positions de défense exacerbées, à des moyens d'action qui ne se soucient pas des effets vis-à-vis du reste de la population. Ce sauve-qui-peut intervient à un moment historique où il n'existe plus de vision de l'avenir discernable dans notre société, où personne ne sait où l'on va. En découle une radicalité qui ne réglera rien… Car c'est une utopie de croire qu'une société pourrait fonctionner à l'horizontale, dans une logique de transparence totale et avec la participation de tous les citoyens.

**C'est une utopie pourtant courante à l'extrême gauche…**

Il est tout à fait normal qu'il y ait de l'autonomie et de la démocratie directe dans les conflits, mais cela ne peut pas devenir un mode de fonctionnement, c'est impossible. Le problème dépasse largement la question du syndicalisme. Une société ne peut pas exister sans institutions, sans élites, sans médiation, ou alors c'est le chaos ! Je ne suis pas certain que l'on a bien compris que cette méfiance généralisée résultait en partie du comportement des élites elles-mêmes, qui se retrouvent souvent à encourager ces mouvements-là de façon totalement démagogique.

**C'est-à-dire ?**

Il y a une confusion entre proximité et démocratie. Vouloir se montrer proche de l'autre à tout prix ne fait que renforcer l'illusion de la démocratie tout en l'affaiblissant. Il y a une vraie forme de démagogie chez les politiques qui cherchent à afficher publiquement un lien affectif avec ceux qu'ils ne connaissent pas… Or l'institution, c'est la distance. Feindre la proximité affaiblit la démocratie au lieu de la renforcer, car cela encourage le sentiment d'une toute-puissance des modes d'organisation horizontaux. Les médias et les réseaux sociaux renforcent cette illusion d'une démocratie sans institutions, sans médiation et sans élites. On met des comités de citoyens partout, on appelle à la participation partout, tout le monde doit avoir la parole, y compris les enfants, tout devrait toujours partir d'en bas… Tout cela n'ajoute que de la confusion au chaos.

**Voulez-vous dire que le personnel politique est responsable de ce brouillage général ?**

Même avec les meilleures intentions du monde, une partie des politiques entretient cet état de déliquescence de la société. Nous ne sommes plus du tout dans une période historique avec une République solide, capable d'appeler à la mobilisation des corps intermédiaires au service de l'intérêt général… Je crois que la manière d'incarner le pouvoir est importante. Quand on décide de tout et de son contraire, que l'on enchaîne les phrases provocatrices, que l'on embrasse tout le monde, que l'on touche tout le monde et que l'on appelle chacun par son prénom, ça ne peut pas marcher ! Le vide ne peut pas être remplacé par un simulacre de proximité.

**COMMENTAIRES**

Par Râleur & fainéant le 25/12/2022 à 20:42

Relire... Tout est dit : "L'individualisme démocratique se radicalise et pose un défi considérable à l'État de droit et aux institutions. Les radicalités catégorielles érodent l'État de droit. On assiste à un repli sur des positions de défense exacerbées, à des moyens d'action qui ne se soucient pas des effets vis-à-vis du reste de la population. "
"Une société ne peut pas exister sans institutions, sans élites, sans médiation, ou alors c'est le chaos  ! "
"Les médias et les réseaux sociaux renforcent cette illusion d'une démocratie sans institutions, sans médiation et sans élites. "
D'où ma propre conclusion : la démocratie se délite au profit des minorités et communautés agissantes ! La majorité silencieuse (trop sans doute) n'existe plus ou presque plus !
cdt.

Signaler

Par ZimaD le 24/12/2022 à 18:25

De qui se moque-t-on ? La grève serait fomentée sur les réseaux sociaux par quelques autonomes ? Ne serait-ce pas plutôt un certain syndicat ayant compris que la cote d'alerte est atteinte chez les français, (usagers, contribuables et accessoirement fortement contributeurs des régimes particuliers de la SNCF) ? Qui peut douter que ce syndicat actionne ses sous-marins ? Ces autonomes inconnus endossent donc la responsabilité de la grève et ce sont les syndicats qui seraient les sauveurs ? N'importe quoi. A l'origine, c'est bien grâce à un préavis déposé par ce même syndicat que la grève de Noël est "légale". Si les trains ne roulent pas, si certaines centrales nucléaires sont à l'arrêt, si l'industrie de production française n'existe plus, si les ports français sont doublés par l'Espagne ou les Pays-Bas, ne cherchez pas ! A se demander qui finance ces gens-là. On voudrait tuer l'économie d'un pays que l'on ne s'y prendrait pas autrement.

Signaler

Par agusta le 24/12/2022 à 13:55

La démocratie participative chère à Mme Royal, a toujours été une arlésienne dont personne ne savait comment ça pourrait fonctionner. Et c'est bien à partir de propositions démagogiques de ce genre que chacun se croit autoriser à faire sa grève pour défendre ses acquis sans se préoccuper de l'intérêt général, et même des syndicats qui ne représentent il est vrai plus grand chose, tant la désignation de leurs représentants membres d'appareil à vie et leur financement les rendent éloignés des problèmes de la base.

Signaler

Par BAUVAN le 24/12/2022 à 08:23

Forme de retour de la Loi de la Jungle ?... De la Loi du plus fort, abstraction faite de toutes ces règles lentement mises en place au cours des siècles et qui rendent la societé civilisée ?

Signaler

Par papymobile le 23/12/2022 à 23:01

La perte du sens commun est évidente, le chacun pour soi ou pour son groupe conduit à ce délitement avec une perte de l’intérêt général. Or celui ci n’est pas la somme des intérêts particuliers. Il y a un dépassement nécessaire pour préserver l’essentiel de ce qui fait und nation démocratique ou une république démocratique.
il faut remonter loin en arrière lors de la constitution de celle-ci pour en retrouver les racines profondes où chacun concoure à l’œuvre générale. Avec des rôles déterminés et des responsabilités qui vont avec.
le délitement est tel que nos institutions ont perdu leur sens et qu’il faut en construire d’autres plus respectueuses du droit des personnes et nécessairement, plus de bas en haut et non plus imposé du haut. Cette façon de faire Jupiterienne est devenue inacceptable, le livre de Gaspard Koenig sur la depresentalisation est à cet égard prophétique. C’est en effet central de reconstruire une gouvernance de l’état qui soit accepté par tous, ce qui ne semble plus le cas aujourd’huî. Hollande et Macron on ouvert la boîte de Pandore et les monstres se sont échappés, ils ne retourneront pas dans la boîte !

Signaler

Par fom le 23/12/2022 à 17:44

Hélas, quand on abuse d'un droit, comme celui de la grève qui est inaliénable, un jour, on risque de le perdre, pour protéger la reste des citoyens. Soir de façon républicaine, (très rarement)de façon extrême, style communiste ou fasciste (souvent)

Signaler

Par Jangeli le 23/12/2022 à 17:03

Les syndicats ont toujours pratiqué lé fameuse politique"je suis leur chef donc je les suis"
Tous ceux qui ont eu la responsabilitésociales savent que face a des grèves à répétition (et la salariés de la SNCF sont des champions du monde en la matière), la seule façon d'arrêter les grévistes c'est que la grève leur coûte cher. Donc un seul principe on ne paye pas les jours de grève et dans les réunions de fin de conflit, on refuse obstinément de membres aborder ce sujet.
je ne pense pas que ce soit le cas à la SNCF ou à la RATP ou les directions, souvent poussées par le gouvernement, accepte de discuter et ce faisant ouvrent la porte à la prochaine série de grèves.
On ne paye pas des gens qui déliberement cessent le travail. C'est un pur scandale.
Le droit de grève est sacré (et c'est bien) mais cela doit comporter un risque ou une sanction.

Signaler

Par Castelbou le 23/12/2022 à 16:53

En fait, une solution, peut-être la seule, est la méthode Tatcher. Il faut pour cela accepter 2 ou 3 mois de bagarres, arrêts de travail, piquets de fermeture des entreprises... Et remettre tout à plat.

Signaler

Par Castelbou le 23/12/2022 à 16:48

Et, la plupart des dirigeants syndicaux, qui prétendent défendre les travailleurs, n'ont pratiquement jamais travaillé.
Mais ils sont salariés, payés essentiellement par nos impôts.

Signaler

Par Benel le 23/12/2022 à 15:55

Il n’y a pas de représentation syndicale réelle. Avant toute réforme il aurait fallu réformer le syndicalisme. C’est à dire, rendre le vote lors des élections syndicales obligatoires, remettre à plat tous les syndicats existant (par trop politisés pour certains) organiser des élections. Et seulement à partir de là on aurait pu rendre acceptables des réformes de fond, type réforme des retraites etc. …

Signaler

Par treceptique le 23/12/2022 à 15:08

A vouloir expliquer de façon très documentée et avec beaucoup d'explications très fines on oublie l'essentiel, à savoir les syndicats ne représentent plus rien n personnes et ce sont devenues des institutions politiques hors sol. Le très sacré dialogue social, qui en réalité n'existe pas car il se cantonne à une lutte des classes, est devenu un affrontement politique sans relation avec la réalité économique et sociale dans lequel en dehors des "leader" personne ne se retrouve. Ceci explique la multiplication des collectifs indépendants et non structurés. Aussi longtemps que les syndicats seront maintenues en survie artificielle par un gavage sans nom et tout à fait ahurissant de subventions ça ne changera pas. Toutes les réformes entreprises pour relancer le dialogue ne sont que des tentatives mort nées de sauvegarder des officines qui ne servent à rien car à la recherche d'autre chose que la recherche du bien être dans l'entreprise, grâce à son efficacité économique dans le but d'améliorer sa viabilité et son développement et par conséquence l'amélioration de la situation des adhérents grâce aux richesses produites.

Signaler

Par guy bernard le 23/12/2022 à 13:37

De nos jours, ces sujets impliquent des gestionnaires de haut niveau et l'hexagone des sciences cognitives, dont accessoirement, la sociologie.
un bateau de pêche ne peut pas rivaliser avec la grosse armada nécessaire a traiter le sujet.

Signaler

Par Francois28 le 23/12/2022 à 13:25

Supprimons les syndicats.

Signaler

Par guy bernard le 23/12/2022 à 12:42

Lorsque j'étais étudiant, je traitais des mêmes sujets avec sciences Po, moi en urbanisme, eux en sciences politiques, et nos approches étaient différentes : pour eux, les sujets (le XIXe s) relevaient de la politique et de la lutte sociale ; pour moi, ils relevaient de l'innovation et des progrès techniques, le tout aménagé dans des conditions favorables économiquement.
devenu prof de management, j'ai retrouvé cette même segmentation qui est parfaitement explicitée dans Harry Potter ; ils sont les chefs de Moldus alors que j'étais un sorcier.
Et c'était très net lors de mes cours où on enseignait le management sous l'angle du manager ou du managé, selon que l'on est dans le privé ou le public.
Merci aux Moldus ou chefs des Moldus de laisser place aux sorciers.

Signaler

Par agur le 23/12/2022 à 11:42

Tout à fait d'accord sur le terme " démagogie politique " qui n'est en fait que de l'électoralisme forcené. Tant il est vrai qu'un politicien qui dirait la vérité n'aurait aucune chance d'être élu. Nous sommes loin du pragmatisme des Allemands !

Signaler

Par guy bernard le 23/12/2022 à 10:57

Lorsqu'on va voir un médecin, on attend de sa part un diagnostic (professionnel) et un traitement (qui demande aussi des compétences spécifiques).
Tous les autres se livrent à des considérations, plus ou moins pertinentes, sur la base d'intuitions et, en fait n'ont pas de solutions.
Là, il s'agit d'un probleme de transition, qui a un management spécifique, et qui demande un diagnostic et un traitement professionnel.

Signaler

Par guy bernard le 23/12/2022 à 10:21

Passer d'un mode de gestion à l'autre demande une transition qui fait l'objet d'un management spécifique, le management de la transition.
Or, la gestion française relève des Dalton de Lucky Luke ("calme-toi, Joe") et on demande au gestionnaire de "bien s'entendre avec les autres".
Il est dramatique de constater le manque de compétences mises en œuvre pour traiter des sujets aussi importants ; non seulement, ils ne sont pas compétents, mais ils ne savent pas que ces compétences existent.

Signaler

Par jpleg le 23/12/2022 à 10:17

C’est l’effet gilets ?jaunes qui n’ont que faire des syndicats, les quels sont faits comme gros Jean, Ils sont jusqu’au-boutistes, n’ont pas grand chose à gagner et rien à perdre…… alors, enquiquinons tout le monde n’ayons pas peur de détruire, entraînons la France dans notre médiocrité ! Inouï !

Signaler

Par chauformas le 23/12/2022 à 10:11

Etre pote a avec tout le monde et le montrer dans les médias ne grandit pas nos responsables politiques. Un peu de respect de la fonction ne ferait pas de mal !

Signaler

Par dolmens le 23/12/2022 à 09:19

Difficile de dire le contraire, avec en plus une dose d'anti Macron justifiée ou pas, l'avenir devient très inquiétant. Sauf qu'il n'y aura pas de gagnant que des perdants, mais on dira toujours que c'est la faute des autres.

Signaler

Par JP Mars le 23/12/2022 à 09:14

Dans le monde il y a les "démocraties, les républiques" et les "Populistes dictatures". En France il y a les raisonnables qui construisent et produisent des richesses puis il y a les "jaunes-rouges-verts-bruns" qui cassent, hurlent et ne produisent aucune richesse mais du désordre et qui vivent en parasites des autres français.

Signaler

Par guy bernard le 23/12/2022 à 09:12

La sociologie n'est qu'un facteur d'explication alors que notre mode de gestion a la nécessité d'évoluer, ce qui demande à identifier les différentes etapes.
Par ailleurs, la crise des gilets jaunes est due à un défaut d'observation de certaines catégories à qui on demandait un effort qu'ils ne pouvaient plus produire, ce qui n'est pas ici le cas.
Historiquement, l'Etat était et est resté dans le compromis fordien qui se traduit par des conflits successifs et dans une cogestion entre gouvernements successifs / Etat, FP et syndicats, dans un contexte de croissances du PIB et sans contrainte de résultats.
ce mode de gestion était accompagné d'une gestion arbitraire et aux decisions autoritaires, le tout dans un discours manipulatoire qui satisfaisait toutes les parties.
ce mode a persisté dans la mesure où la regulation (mode qui a suivi) est resté sans effet et la déflation sous-jacente permettait encore de distribuer.
Depuis, nous passons à une gestion de la performance, sans transition autre que de privatiser ; dans la mesure où il y a poursuite du contrat de travail et maintien des avantages acquis, les salaries de chaque catégorie cherchent à obtenir un maximum d'avantages.
L'erreur est donc de ne pas avoir aménagé un management de transition pour passer d'un mode de gestion à l'autre.
C'est d'autant plus critiquable que la CGT proposait d'adopter le modele Suisse, performant et non conflictuel.
L'analyse et les solutions ne sont donc pas du ressort de la sociologie ; les phénomènes auxquels on fait allusion existent en Suisse sans avoir les mêmes conséquences.

Signaler

Par dizul le 23/12/2022 à 08:47

C'est marrant, ça me rappelle quelqu'un, pas vous ? : "Il y a une vraie forme de démagogie chez les politiques qui cherchent à afficher publiquement un lien affectif avec ceux qu'ils ne connaissent pas…Quand on décide de tout et de son contraire, que l'on enchaîne les phrases provocatrices, que l'on embrasse tout le monde, que l'on touche tout le monde et que l'on appelle chacun par son prénom, ça ne peut pas marcher ! Le vide ne peut pas être remplacé par un simulacre de proximité. " C'est Sophie Coignard qui va être déçue...

Signaler

Par EIFEL le 23/12/2022 à 07:28

La démocratie est faible face au terrorisme.

Signaler

Par Stan\_fr le 22/12/2022 à 23:36

@ Pascal31 le 22/12/2022 à 20 : 56

"aucune considération des voyageurs, alors que des accords ont été signes"

On se demande bien alors pourquoi Beaune est en train de négocier ce soir ?

Signaler

Par Marc-B le 22/12/2022 à 23:18

Voilà le fruit de la trahison des élites. Par trahison je n'entends pas la trahison du peuple, même si elle est patente, mais la trahison du rôle des élites, au sens que lui donne Julien Benda dans l'excellent ouvrage éponyme. Nous n'en sommes qu'au début.

Signaler

Par Anneg le 22/12/2022 à 21:03

Ça fait un bout de temps qu'il n'y a aucune vision chez nos hommes politiques. Hollande voulait "réenchanter le rêve", je me demande encore ce que ça veut dire ; Sarkozy voulait "travailler plus pour gagner plus", ça je comprends mais ça ne vole pas bien haut. Quant à Macron... On a perdu le sens de l'utopie créative et ce n'est plus que chacun pour soi.

Signaler

Par Pascal31 le 22/12/2022 à 20:56

Encore une fois
aucune considération des voyageurs, alors que des accords ont été signes
et les critiques genre gilet jaune dans les commentaires qui reprochent n’importe quoi au President ! C’est fatiguant...
on voit surtout que les syndicats sud et cgt en perte de vitesse sont prêts a cautionner des mouvements qui leur tourneront le dos a la première occasion...
sur le fond, ces grèves sans fondement vont décrédibiliser TOUS les syndicats, .
Ces gilets jaunes de la sncf ont la haine de leur entreprise, n’ont aucune fierté du travail (car comme dit LFI, le travail est une servitude)... Et veulent la révolution...
HONTE a eux

Signaler

Par RAIPONCE le 22/12/2022 à 20:18

Je crois que les syndicats ? N'étant pas en harmonie avec Mélenchon tel qu'il le souhaiterait pour organiser les conflits, il a pénétré et organisé des groupes pour lancer les grèves et contestations en attendant ce qu'il considère " le grand moment" avec par exemple la réorganisation de la retraite... Les syndicats dépassés deviennent des toutou suiveurs. Et les journalistes lèvent les yeux ailleurs.

Signaler

Par P. Sahler le 22/12/2022 à 19:56

Pour E Macron, en quelques mots, une des meilleures critiques de son action et de son échec, même si ce dernier est relatif.

Signaler

Par dojom le 22/12/2022 à 19:21

Bon et maintenant on fait quoi avec ce genre de revendications, plus on accepte, plus ils en veulent !

Signaler

Par agur le 22/12/2022 à 18:58

Tout à fait d'accord. L'auteur a " seulement " oublié de mentionner que l'action politique de macron et des siens est exactement de même teneur.

Signaler

Par jeanlucmerluche le 22/12/2022 à 18:27

Certes, Macron joue d’une fausse proximité, mais aujourd’hui c’est dans l’air du temps, l’autorité étant discréditée. La gauche tente elle d’institutionnaliser un discours d’horizontalité, de proximité… quitte à ne pas y croire comme le montrent les dernières décisions de pilotage prises par LFI (ou son/ses leader). Marine Lepen a même réussi à faire croire qu’elle était du peuple. Le Goff a raison, mais qui osera aujourd’hui accepter la distance institutionnelle quand les ministres ou responsables politiques se déplacent sur le terrain au moindre événement ?

Signaler

Par Carlo Bruno le 22/12/2022 à 18:06

Message sucré-salé de JP Le Goff à Macron le démagogue...